

cole, pourquoi ne le ferait-il pas ? » Ainsi nous sommes d'accord sur l'identité du *droit au travail* et de la protection. Seulement je m'étonne que vous ayez vu des effets aussi différents dans deux causes identiques, ou plutôt dans une seule et même cause. Si vous approuvez que l'État accorde le *droit au travail* ou la *protection* à certains industriels, vous le dispensez de les réaliser au profit des salariés, parce qu'il ne pourrait pas le faire « sans encourager la paresse, l'inconduite, l'insouciance, la dissolution de l'esprit de famille dans le peuple, sans diminuer immensément les forces productives du pays, et, par conséquent, sans préparer pour l'avenir des misères bien autrement cruelles et générales, que celles qu'il aurait vainement tenté de guérir. » Je doute que le même principe puisse faire en même temps, tant de bien aux uns et tant de mal aux autres, sauver l'État ou perdre la République. Il y a évidemment une exagération dans votre éloge et dans votre blâme. Mais je doute surtout que les *salariés*, si la question est jamais portée devant eux, pensent que la protection accordée aux uns et refusée aux autres, soit *intelligente et populairement calculée*.

Vous vous adressez ensuite à l'expérience pour lui demander des preuves, et vous citez l'exemple de l'Angleterre comme exemple de l'utilité du système protecteur. De ce qu'elle s'est enrichie sous ce régime, vous concluez qu'elle se serait appauvrie sans lui. Je ne saurais me contenter de cette manière spacieuse de raisonner, placée dans la catégorie des arguments vicieux, sous le nom de *cum hoc ergo propter hoc*. Les Anglais eux-mêmes, qui ont appliqué cette argumentation au sujet qui nous occupe, n'en ont pas été satisfaits, et ils ont condamné ceux qui essayaient de s'en prévaloir. Ils prétendent que l'Angleterre — et nous sommes de leur avis — s'est enrichie, non pas *parce qu'elle* possédait, mais *quoiqu'elle* possédât le régime protecteur. En tout cas, c'est à vous de prouver qu'elle s'est enrichie et qu'elle n'a *pu* s'enrichir que par lui. Nous attendons cette démonstration et jusque là nous refusons à votre argument l'accès de la discussion.

Puisque j'en suis aux preuves que vous tirez des pays étrangers, permettez-moi de changer un peu l'ordre de votre discussion, et de répondre tout de suite à un argument que vous fournit une autre nation. Je ne m'attendais pas, je l'avoue, à voir l'Espagne en cette affaire. Citer l'Espagne qui s'est ruinée sous le régime de la protection, après avoir parlé de l'Angleterre qui, selon vous, s'est enrichie grâce à ce même régime, quelle imprudence ! Jamais les partisans de la liberté commerciale n'ont été mieux servis par les distractions de leurs ad-